


Profil pays – Mauritanie

1- Informations générales

	Nom	Mauritanie
	Capitale(s) du pays	Nouakchott
	Langue	Arabe
	Ports Principaux	Nouakchott
	Littoral (km)	754

2- Liste de Contacts

[Autorités nationales compétentes chargées de préparation et de lutte en cas de pollution par les hydrocarbures](#)

Nom	Babana Ould Yahya
Ministère/Département/Agence	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Direction de la Marine Marchande
Poste	Directeur de la Marine Marchande
Adresse	BP 137 Nouakchott, Mauritanie
Téléphone	+ 222 4525 78 93
Mobile	+ 222 4658 04 58
Fax	+ 222 4525 51 04
Courriel	elbouyahya@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

[Point Focal GI WACAF](#)

Nom	Babana Ould Yahya
Ministère/Département/Agence	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime, Direction de la Marine Marchande
Poste	Directeur de la Marine Marchande
Adresse	BP 137 Nouakchott, Mauritanie
Phone	+ 222 4525 78 93
Mobile	+ 222 4658 04 58
Fax	+ 222 4525 51 04
Email	elbouyahya@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

3- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures

[Élaboration du PNIU](#)

Nom du PNIU	Plan de Lutte contre les Pollutions par les Hydrocarbures et les Substances Chimiques Dangereuses – Plan Polmar
Statut du PNIU	En cours de développement
Date de dernière mise à jour approuvée	
Décret d'approbation	Prévu en janvier 2016
Comité /Groupe de travail	Comité de préparation à la lutte présidé par le Directeur de la Marine Marchande: -Ministère chargé de la Défense Nationale (Marine Nationale, Direction de l'Air, Gendarmerie Nationale, Génie Militaire), Ministère chargé de la Pêche (DSPCM, IMROP), Ministère des Transports (Port Autonome de Nouakchott), Ministère de l'Intérieur (Protection Civile), Ministère de l'Energie (Direction de l'Energie), Ministère chargé des Finances (Direction du Budget), Ministère de l'Environnement, Ministère du Pétrole et des Mines

[Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

- [Politique sur l'utilisation des dispersants](#)

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours d'élaboration	
L'utilisation des dispersants de pétrole comme (première/deuxième/dernière option/pas une option)	N/A	
Existence d'une procédure d'approbation & d'une liste de dispersant pré-approuvés	Non	
Stock de dispersant	Petronas	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui	
Si oui, indiquer le nom du décret relatif à la politique d'utilisation de dispersants	En projet	
Liste de dispersants approuvés	En projet	
Limite géographique pour l'utilisation des dispersants	En projet	
Emplacement des sites de stockage	FPSO et fort de Nouakchott (PANPA)	
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures	En cours
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Oui
Date de validation	
Groupe de travail / comité	Direction de la Marine marchande en liaison avec l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches et le PNBA et le Ministère chargé de l'environnement
Est-ce que la carte couvre le littoral entier?	Oui
Est-ce que les types de littoraux et les zones les plus sensibles sont identifiés et pris en compte?	Oui
Est-ce que les cartes de sensibilité sont développées à partir du SIG?	Oui
Source des cartes de sensibilité	L'institut mauritanien de recherche océanographique de PNBA

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral ?	Non

- Plan de gestion des déchets

Statut du plan de gestion des déchets	Non développé
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	N/A
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	
Date de validation	
Comité /groupe de travail	

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fait partie du PNIU?	Oui
--	-----

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fournit des informations sur le recours à des experts, des volontaires et les bonnes pratiques?	Oui
---	-----

- Politique de brûlage in-situ

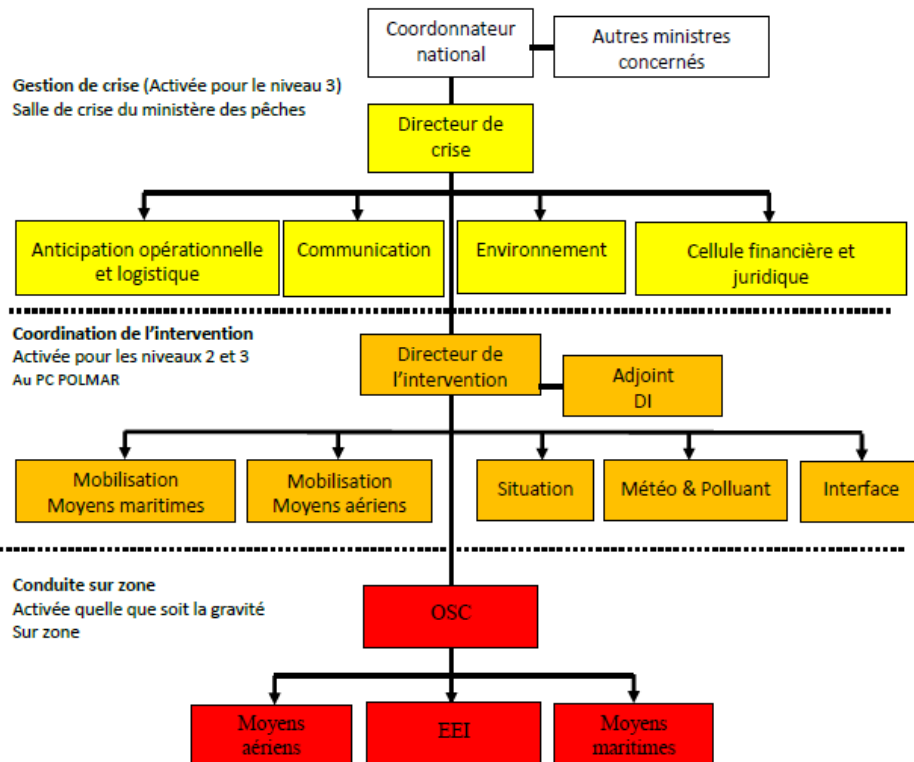
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Si nécessaire
--	---------------

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce que le concept de Système de Gestion de crise est intégré à tous les aspects du plan (à la lutte en mer, au nettoyage du littoral, à la gestion des déchets etc.)?	Oui
Est-ce que les rôles et les responsabilités sont définis ?	Oui

- Organigramme



Aspects transfrontaliers

- Coopération transfrontalière

Est-ce qu'il existe un mécanisme de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui fait partie du PNIU?	Non
Est-ce qu'il y a des exercices transfrontaliers organisés au moins tous les trois ans ?	Non
Si oui, indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	

- Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement

Est-ce que la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement fait partie du PNIU ?	Non
Etat d'avancement des travaux concernant la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	
Date de validation	

Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence

Est-ce qu'il y a un processus identifié dans le PNIU pour choisir la meilleure stratégie et technique pour minimiser les impacts (NEBA)?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte l'apport et l'augmentation prévue des ressources pour traiter un certain nombre de scénarios de lutte (intervention à plusieurs niveaux) ?	Oui
Est-ce que le PNIU identifie l'accès aux capacités d'observation visuelle?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les substances nocives et potentiellement dangereuses ?	Non

4- Conventions & Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui
MARPOL IV	Oui	Oui
MARPOL V	Oui	Oui
MARPOL VI	Non	Oui

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Non
FONDS 1992	Oui	Non
Fonds complémentaire	Non	Non
Convention HNS 1996	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute - 2001	Non	Non

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la Pollution par les hydrocarbures	Oui	Oui
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Non	Non
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

5- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an ?	Non
Liste des activités menées par le projet GI WACAF depuis 2013	
Type et thème de l'activité	Date
Mission préparatoire pour l'exercice	Février 2013
Atelier national et exercice pour tester le PNIU	Juillet 2013

6- Expertise et ressources

Commentaires

Gouvernement & secteur Privé:

Il n'y a pas de ressources spécialisées du gouvernement ou du secteur privé. L'équipement d'intervention en cas de déversement de pétrole est stocké dans les ports.

Equipements

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non